



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

13/11/2025

Palestine : bilan d'une semaine ordinaire

A propos d'un article d'un medium de la « gauche » bon teint

Le medium bien en cours auprès des écologistes petits-bourgeois, *Reporterre* a publié le 8 novembre un article autour du climat (pas de la lutte des classes, bien entendu) qui met sur le même plan Palestine et entité sioniste en plein génocide, niant la colonisation.

C'est une énième resucée de la rhétorique des gens de bonne volonté des deux côtés, mais ici, on peut les rassembler grâce à la Fresque du Climat^[1].

L'héroïne de l'histoire est une émigrée européenne arrivée à 16 ans en Palestine occupée, qui vit dans une « ville » sioniste créée en 1964 par le regroupement de quatre colonies (HodHasharon), ce que ne nous dit pas l'article. La propagande sur le climat serait un moyen idéal de fédérer tout le monde. On apprend que « *Arrivée en Israël à 16 ans, Myriam a grandi dans le dialogue.* » une pratique bien connue dans l'État colonial sioniste, et qu'elle a occupé un poste de direction au ministère de l'éducation nationale, tout cela sans aucun commentaire.

Le medium nous dit que le but de la dame est de « *réduire les préjugés et créer du lien entre ceux que presque tout oppose* ». Mais comment faire cela dans le contexte de la colonisation ? Tout est fait pour nous faire croire qu'il s'agit d'un conflit à égalité et non pas d'un conflit colonial. D'ailleurs, le terme même de « colonisation » ou de « colon » ne figure pas dans l'article. La cerise sur le gâteau est ce passage rapporté par le medium, insistant sur : « *l'importance de créer des espaces de dialogue où les enjeux quotidiens laissent place à plus grand que soi.* ». La dame devrait essayer de raconter cela aux Gazaouis. Est-ce que le pacifiste à la noix *Reporterre* a une idée du quotidien de Gaza, ou de celui des paysans palestiniens de Cisjordanie que l'on empêche de récolter leurs olives ? En tout cas, le message est clair : on conseille aux Palestiniens d'oublier la faim et l'absence de soin, les brimades des colons afin de s'intéresser à plus important : le climat.

La censure interdit un colloque peu susceptible de promouvoir la guerre de libération nationale

Le ministre des Universités, Philippe Baptiste, a décidé, sous la pression de pas mal de sionistes (dont Le Point et la LICRA) d'annuler un colloque sur la Palestine, prévu au Collège de France, décision immédiatement entérinée par la direction de l'établissement. Aux dires du ministre et de ses soutiens, le colloque était trop partisan, trop propalestinien.

L'organisateur du colloque est le professeur Henry Laurens, titulaire de la chaire « histoire contemporaine du Monde arabe » depuis 2003. Il fait partie de ceux qui s'émeuvent du sort réservé aux Palestiniens et du climat politique insupportable à ce sujet en France ; il avait déclaré le 23 octobre 2023 à *Philosophie Magazine* : « *Aujourd'hui, nous voyons aussi comment l'attaque du discours propalestinien au nom de l'antiterrorisme a une résonance politique forte, précisément parce qu'il s'adjoint dans l'opinion à une forme d'hostilité à l'égard de la population musulmane en général* ». Néanmoins, il continue de parler de « conflit israélo-palestinien », ce qui, à l'évidence, ne le range pas parmi les soutiens de la libération nationale palestinienne. Il en est de même de pratiquement tous les intervenants prévus, à l'exception de Francesca Albanese, qui a plusieurs fois parlé de « libération de la Palestine ».

D'ailleurs le communiqué commun dénonçant la censure, publié par la Chaire d'Histoire du Collège de France, conjointement avec le CAREP (Centre Arabe de Recherche et d'Etudes Politiques), co-organisateur du colloque est limpide. En voici un extrait, destiné à arguer que les axes du colloque aient scrupuleusement respecté une « *diversité aussi bien disciplinaire que de courants académiques.* » : « *Les débats académiques relatifs à l'histoire du sionisme opposent les chercheurs qui inscrivent ce mouvement dans la résurgence des*

nationalismes européens du XIX^e siècle et ceux qui y voient une ramification du colonialisme. Or, l'universitaire Lorenzo Kamel entendait précisément dans sa contribution évaluer de manière critique chacune de ces approches, dépassant ainsi les conférences parfois manichéennes de l'historiographie contemporaine. ». Il ne s'agit là clairement pas d'une position antisioniste donc anticoloniale.

Le tollé a été quasi général dans les milieux universitaires, même France Universités, qui représente les présidents s'est émue de l'interdiction. Peu d'universitaires prestigieux remettent en cause l'ordre établi capitaliste. Mais, leur sujet, dans ces protestations véhémentes, plus que la Palestine, c'est la censure. Ces extraits du même communiqué suffisent à comprendre les raisons profondes de cette levée de boucliers : « *Que le ministère reprenne, sans examen critique, les arguments d'un article de presse et d'une association comme la LICRA soulève une question de fond : depuis quand le pouvoir politique se substitue-t-il aux instances de la recherche pour décider de ce qui est "scientifique" ou non ? [...] Confondre cette démarche académique avec un débat militant témoigne d'une méconnaissance profonde de la vocation des sciences sociales et d'une inquiétante instrumentalisation du mot "scientificité". Nous regrettons que, par cette annulation, ne soit ainsi remis en cause la crédibilité du Collège de France.* ».

Même s'il faut relativiser la dangerosité que peut représenter un colloque officiel de chercheurs « validés par leurs pairs » pour notre État capitaliste et même pour les idées coloniales sionistes, il est intéressant de voir que les universitaires découvrent la censure, le lot quotidien des partisans de la libération nationale de la Palestine, avec la répression. Leur émotion et leurs protestations sont légitimes. Leur opiniâtreté a d'ailleurs permis au colloque de se tenir quand même, dans les locaux du CAREP.

Voir que même ce colloque est censuré en dit long sur la peur de la confrontation à propos de la Palestine qui envahit les porte-parole de l'impérialisme occidental que ce soient les sionistes ou leurs alliés. La tenue du colloque malgré la censure est un point de plus marqué contre la propagande sioniste génocidaire.

Macron se montre, Abbas se couche et les deux se plient devant Netanyahu

Macron a reçu le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas le 11 novembre à l'Elysée. Au sortir de la rencontre, il a annoncé la formation « *d'un comité conjoint* » en vue de la naissance de l'État de Palestine, dont l'une des missions sera de travailler à la rédaction d'une nouvelle Constitution.

D'une part, on sent bien que Macron veut continuer d'exister au plan international, mais, malgré son initiative, il n'a pas de carte en mains. C'est actuellement Trump qui, pour le bloc impérialiste occidental, décide. Et il n'est aucunement question dans son plan d'État palestinien, mais de poursuite de la colonisation. Les seuls pouvant empêcher cette poursuite, sont les Résistants armés palestiniens, et surtout pas Macron, qui s'est toujours opposé à quelque sanction que ce soit contre l'État colonial sioniste.

Quant à Abbas, nous savons qu'il ne représente nullement les Palestiniens, tellement sa collusion avec les occupants est manifeste. Ce « président » discrédité continue tout de même de montrer son vrai visage en acceptant de faire rédiger sa future et illusoire constitution par une puissance impérialiste occidentale, alors qu'il existe un texte palestinien de 2002 qui la prévoit déjà.

D'ailleurs, Abbas a persisté et signé dans une entrevue avec Georges Malbrunot, journaliste du Figaro et spécialiste du Proche Orient. Après des courbettes afin de saluer « *les efforts sincères du président Emmanuel Macron* », il enchaîne en disant que sa visite en France est « *un message de gratitude à la France pour ses positions de principe, et un message d'espoir à nos deux peuples. Ce qui a vraiment changé, c'est que l'État de Palestine est devenu une réalité politique reconnue au niveau international.* ». On sent que le chef collaborateur s'accroche à toutes les branches pour essayer de sauver l'existence de sa clique de compradores dont les sionistes n'ont plus besoin.

Mais, surtout il a persisté à attaquer la Résistance, en reprenant le langage des impérialistes occidentaux qui parlent du Hamas et non de la Résistance. « *Le Hamas doit lâcher les armes à Gaza* » et « *Le Hamas n'aura aucun rôle dans la gouvernance de Gaza* » sont ses leitmotivs depuis l'exigence de démilitarisation, prélude à la pseudo reconnaissance de Macron et le faux cessez-le-feu, quotidiennement violé par l'armée d'occupation de l'entité sioniste.

Nous l'avons dit plusieurs fois, les armes de la Résistance sont la seule garantie de la poursuite de la lutte de libération nationale. Abbas, en prônant le désarmement, prouve s'il le fallait qu'il se moque éperdument de l'avenir de la Palestine et des Palestiniens. Il ne se préoccupe que de lui et de sa clique et « *Après moi, le déluge !* ».

La « seule démocratie » du Proche Orient

Les soldats violeurs de la Force 100 ayant torturé et violé un prisonnier palestinien ont été entendus par la Haute Cour de Justice. A leur arrivée dans la salle d'audience, ils ont été chaleureusement applaudis par la foule présente.

On sait qu'une vidéo de leurs méfaits, prise par les caméras de surveillance de l'infamieuse prison a été tournée et diffusée. Cela n'empêche pas nombre de sionistes d'affirmer qu'ils sont innocents et d'autres que leur action était justifiée.

Cela en dit long sur l'état de délabrement de la société sioniste, présentée comme un modèle de démocratie. Ils affichent ouvertement leur idée que les sévices commis contre des Palestiniens sont licites, parce qu'ils considèrent les Palestiniens comme des « untermenschen^[2] », comme disaient les Nazis.

En conclusion

La répression se poursuit en France contre les défenseurs authentiques de la lutte du peuple palestinien. Jean-Paul Delescaut, le secrétaire-général de l'UD CGT du Nord, aura son procès en appel le 2 décembre, il a été condamné en première instance à un an de prison avec sursis. Le militant de la solidarité avec la Palestine, Yamin, passe en procès à Lyon le 10 décembre et Alex, militant de la Campagne Unitaire Pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah, le 13 janvier à Paris. Il y en a d'autres. Le Parti Révolutionnaire Communistes se tient aux côtés de toutes celles et tous ceux qui sont ainsi victime de la répression de la police et de la justice de classe.

Cette répression indique bien que le chemin juste est celui d'une position anticolonialiste, anti-impérialiste, de soutien à la libération nationale, qui prenne en compte la réalité de la situation : la cause que nous défendons est en train de gagner.

Le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même, sa Résistance, et l'immense solidarité internationale. L'Etat colonial sioniste est désormais au ban des nations. Il a, pour le moment échoué à terminer le génocide et à vaincre la Résistance armée. La solidarité internationale doit maintenant se poursuivre et s'amplifier. Soyons bien convaincus que si l'impérialisme doit reculer en Palestine, ce sera un atout de plus pour le faire reculer en France et partout ailleurs !

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine il faut plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il est impossible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'entité coloniale d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix.

Nous avons plus que jamais besoin de construire un rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».

^[1] Selon *Reporterre*, c'est : « un jeu composé de 42 cartes qui vise, sous la houlette d'un animateur, à comprendre les liens entre gaz à effet de serre, activités humaines, et changements climatiques, ainsi que leurs conséquences sociétales, humanitaires, environnementales et géopolitiques. ».

^[2] sous-hommes